

PALESTINE SOLIDARITE

Ardèche Drôme

Bulletin N° 42 – Mars 2018



Sommaire

Editorial.....	p 1
BDS.....	p 2-3
Prisonniers Palestiniens.....	p 3
Projets que nous soutenons.....	p 4
Lectures	p 5
Info courriel.....	p 5
Palestine en vue	p 6
Campagne 2018	p 7
Bulletin d'adhésion.....	p 7
Témoignages	p 8
Enquête bulletin	p 8

2018 – Justice pour la Palestine

L'année 2018 est une année particulière pour la Palestine. Elle marque les 70 ans de la création de l'Etat d'Israël et de l'expulsion des Palestiniens.

C'est la **Nakba**, la catastrophe, que nous commémorons cette année, un processus de dépossession et d'expulsion qui a démarré avant 1948 et qui est toujours à l'œuvre aujourd'hui. Plus de 500 villages palestiniens et 11 quartiers de villes palestiniennes détruits ou rasés, près de 800 000 Palestiniens expulsés vers le Liban, la Syrie, la Jordanie, Gaza, la Cisjordanie.

Pour commémorer la création de l'Etat d'Israël, la France et Israël ont décidé d'organiser une « Saison France-Israël » qui « *marquera une nouvelle et importante étape dans les relations entre les deux pays (...)* Cette Saison croisée se déroulera simultanément dans les deux pays de juin à novembre 2018 ». L'objectif caché de cette opération est de redorer l'image d'Israël en occultant toutes les violations du droit international commises par cet Etat.

C'est pourquoi l'AFPS et l'ensemble du mouvement de solidarité ont lancé une campagne pour rappeler l'injustice que le peuple palestinien a vécue et dont il continue à subir les conséquences après 70 ans. Comme vous le verrez dans ce bulletin, nous continuerons à parler de la Palestine et des Palestiniens et à exiger de notre gouvernement de sanctionner les violations du droit international et des droits humains par Israël.

Pour cela, nous poursuivrons avec détermination la campagne BDS dans ses trois composantes complémentaires : le Boycott citoyen pour sensibiliser nos concitoyens et montrer la vraie nature de cet Etat ; le Désinvestissement par les entreprises en faisant appel à leur responsabilité sociétale ; les Sanctions par les Etats. Outre son impact économique, BDS est surtout un outil qui atteint l'image d'Israël et c'est bien cet objectif qui lui fait peur et qui le conduit à consacrer des moyens exceptionnels pour combattre cette campagne.

Nous n'oublions pas non plus les Palestiniens emprisonnés par Israël dans le but de dissuader les actions légitimes de résistance à l'occupation : les 465 détenus administratifs emprisonnés de longues années sans procès, parmi lesquels notre compatriote Salah Hamouri, dont le soutien par les autorités françaises est tellement discret qu'il est resté sans effet à ce jour ; les 300 enfants mineurs détenus en violation de toutes les conventions internationales, parmi lesquelles la jeune Ahed Tamimi détenue depuis 3 mois sans procès sans oublier les 6 000 autres détenus politiques.

De nombreuses manifestations seront organisées cette année localement et au niveau national pour montrer que les Palestiniens ne sont pas tombés dans l'oubli. Parmi ces actions, une attention particulière concerne « le droit à une expression libre et démocratique sur la question israélo-palestinienne ». Lancée lors d'un Colloque au Sénat le 12 février dernier, cette action a pour but de refuser les amalgames entre la critique de l'Etat d'Israël et l'antisémitisme, de dénoncer les pressions et les intimidations des organismes communautaires liés à Israël et de permettre un débat libre et démocratique. Elle se poursuit par un appel aux « acteurs du débat public, médiatique et politique en France » pour rejoindre cette dynamique.

Bernard, le 5 mars 2018

Titre : Palestine Solidarité
Ardèche-Drôme
ISSN 2275-2374
Imprimé par :
Imprimerie Souquet
Tel : 04 75 02 45 46

Association
France-Palestine Solidarité
Ardèche-Drôme
Ancienne école Jean-Jaurès
Rue Pierre Curie
26100 Romans sur Isère
Directeur de la publication :
Martine LARMAGNAC

LA PALESTINE : PLUS QUE JAMAIS BDS

Décembre 2017 : Un groupe de l'AFPS du Puy de Dôme a effectué une mission en Palestine au cours de laquelle les participants ont rencontré les principaux responsables de la résistance palestinienne. À leur retour, ils publient un rapport dans lequel ils écrivent : « Nos amis rencontrés nous répètent inlassablement **BDS** car ils sont convaincus que seul un boycott citoyen massif et international peut faire reculer l'occupation et permettre de faire appliquer le Droit international. »

Janvier 2018 : Israël publie une liste noire d'organisations du monde entier dont les membres sont désormais interdits d'entrer sur le territoire d'Israël et de Palestine en raison de leur participation active au mouvement BDS. Notre association AFPS est l'une des deux organisations françaises à figurer sur cette liste noire.

Ces deux événements récents situent l'importance prise par le mouvement BDS et la place centrale qu'il occupe désormais dans les réflexions et les stratégies de l'opprimé et de l'opprimeur :

Pour les Palestiniens qui sont à l'origine du mouvement BDS qu'ils ont impulsé en 2005, BDS est devenu l'une des armes les plus efficaces pour obtenir la justice, comme le boycott de l'Afrique du Sud l'avait été pour atteindre la fin de l'apartheid.

Pour les israéliens, le BDS est devenu la menace principale qu'il faut combattre à tout prix (60 millions d'euros vont être investis en 2018 par Israël dans ce combat) et par tous les moyens (un Groupe local AFPS de Paris vient de subir des attaques ignobles, incluant insultes, menaces, création d'un faux profil facebook, usurpation du numéro de téléphone du GL, pour avoir demandé à deux magasins parisiens vendant des vins produits dans des colonies israéliennes avec l'étiquette *vin d'Israël* de se conformer à la réglementation).

L'efficacité des actions BDS tant redoutée par l'État colonial d'Israël vient compenser l'inaction et la complicité objective de la « communauté internationale », incapable de prononcer la moindre condamnation et la plus petite sanction, à l'image de la France et de l'Union Européenne. Cette inaction se transforme en complicité déclarée dans le cas des États-Unis qui, en reconnaissant l'appartenance de Jérusalem à l'État d'Israël, légitime la politique d'apartheid de cet Etat et ses crimes de guerre quotidiens contre les populations palestiniennes civiles.

Jean Louis Vey

COMMENT PARTICIPER AU BDS

* **Campagne Pour l'Arrêt de l'Importation des Produits des Colonies** : Chacun(e) d'entre nous peut être vigilant(e) en faisant ses achats dans les magasins ou sur internet en signalant la présence de produits suspects de ne pas respecter les réglementations européenne et française qui stipulent que les produits issus des colonies doivent porter une étiquette « Colonie israélienne » ou mention équivalente. **Faire porter plus spécialement l'attention sur les vins d'Israël, sur les cosmétiques AHAVA et sur les dattes, en particulier les dattes Medjoul.....** Si vous repérez de tels produits suspects d'étiquetage frauduleux, merci d'envoyer à l'adresse postale de l'AFPS 07/26 à Romans ou par mail à vey.jl@wanadoo.fr, la référence des produits repérés, si possible avec une photo, ainsi que le nom et l'adresse du magasin ou du site internet où ces produits ont été repérés.

* **Campagne en direction des banques françaises complices de la colonisation**

israélienne : Rappelons que six banques françaises se rendent complices de la colonisation par la détention de participations directes ou indirectes dans des grandes banques israéliennes participant directement à la colonisation : Banque Populaire, Caisse d'épargne, BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et AXA.

Les sociétaires (détenteurs de Parts Sociales) de la Banque Populaire et des Caisses d'Epargne vont être appelés à participer aux Assemblées Générales au cours desquelles, ils pourront poser des questions et intervenir pour dénoncer la complicité de leur banque. Des questions pourront également être posées par écrit. Une mobilisation devra être organisée à l'entrée de chaque AG. **Vous serez informé(e)s du calendrier de ces AG et des mobilisations prévues.** En attendant, il est possible d'écrire à sa banque pour lui demander de se désengager.

* **Le Tourisme en Israël et Palestine** : Nous devons combattre l'effacement de la Palestine dans les programmes de voyages et les dépliants touristiques qui présentent les voyages incluant des circuits en Palestine comme des voyages en Israël. **Il est souhaité que chacun(e) d'entre nous signale les observations qu'il pourrait faire sur des dépliants touristiques ou des publicités** (merci d'envoyer à l'adresse postale de l'AFPS 07/26 à Romans ou par mail à vey.jl@wanadoo.fr, la référence des documents repérés).

* **Le boycott individuel** Contrairement à ce qu'affirment avec insistance nos adversaires, **le boycott des produits israéliens n'est pas illégal en France**. Chacun(e) a le droit de ne pas acheter de produits israéliens (qu'ils soient fabriqués dans les colonies ou sur le territoire d'Israël lui-même).

Pour connaître les produits à boycotter, on peut consulter les sites internet suivants :

<https://www.bdsfrance.org/que-boycotter-4/>

<https://blogs.mediapart.fr/jjmu/blog/210714/liste-des-produits-disrael-boycotter>

PRISONNIERS POLITIQUES PALESTINIENS

Les chiffres les concernant sont insupportables. Il nous faut pourtant les marteler, lutter encore et toujours contre leur enfermement arbitraire et l'oubli, face au silence des media et de nos gouvernants.



A la lumière de ces chiffres, on peut estimer que le taux d'incarcération actuel en Palestine au regard de sa population est le plus haut au monde.

Faisons ici un bref focus sur les enfants palestiniens

Ils ne sont pas épargnés, bien au contraire, puisque 300 enfants de moins de 18 ans sont enfermés.

Les autorités israéliennes

considèrent que les enfants sont majeurs à partir de 16 ans, en violation de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) qui fixe la majorité pénale à 18 ans. Elles s'autorisent à incarcérer les enfants palestiniens dès l'âge de 12 ans, alors que cette même convention ne le permet qu'à partir de 14 ans.

L'un d'eux a été condamné à perpétuité. Des peines de 2 à 5 ans et des peines de plus de 5 ans ont été prononcées contre respectivement 36 % et 10 % d'entre eux.

Depuis 2000, 10 000 enfants (et 15 000 femmes...) ont connu, ou connaissent encore, les prisons israéliennes. Rapporté à la population française, ce chiffre de 10 000 prisonniers mineurs représenterait l'incarcération d'environ 135 000 enfants dans notre pays...

B'Tselem et Hamoked, deux ONG israéliennes de défense des droits de l'homme, indiquent qu'à l'heure actuelle, plus de 85% des prisonnier(e)s palestinien(ne)s ont été et sont toujours victimes de tortures. Les deux ONG ont également publié un texte sur les conditions accablantes de détention, en particulier des adolescents de Jérusalem-Est (rapport de l'ONU sur le site de l'AURDIP), relatant les violences dont ils sont victimes lors des interrogatoires où 95% ne sont accompagnés ni d'un avocat, ni d'un parent, comme le préconise la loi sur la protection des mineurs.

Enfin, beaucoup de mineurs (garçons et filles) subissent ce régime d'un autre âge, celui de la détention administrative, rappelant la lettre de cachet de notre Ancien Régime.

C'est cette même procédure arbitraire qui a autorisé, il y a quelques jours, le ministre Liebermann à prolonger de 4 mois (renouvelables) la détention de Salah Hamouri.

A quand une voix forte du Président Macron et de son Ministre des Affaires Etrangères, apportant leur soutien à notre compatriote et exigeant sa remise en liberté ?

Leur silence prolongé depuis plus de six mois est scandaleux.

Michel

LES PROJETS QUE NOUS SOUTENONS

Agriculture : Femmes de la région d'Hébron

Intitulé du projet : Soutenir les femmes palestiniennes en situation de précarité, en maintenant et développant leur capacité de production agricole garantissant leur sécurité alimentaire. Projet mené dans une perspective écologique et biologique.

Ce projet est piloté par « L'Union des Comités de Travail Agricole » (UAWC), ONG palestinienne engagée, avec une approche démocratique et participative, dans le développement agricole durable et la prise en charge des besoins humanitaires d'urgence.

Egalement syndicat de paysan.ne.s, l'UAWC est membre de la Via Campesina.

Nous soutenons ce projet en partenariat avec deux fondations françaises : la « Fondation des droits de l'Homme au Travail » et la Fondation « Un Monde pour Tous ».

Les femmes palestiniennes souffrent de nombreuses difficultés : l'occupation, le changement climatique, la

domination des hommes dans la société, les charges de familles, etc.

L'activité de production et la stabilité économique sont des atouts importants pour que les femmes prennent toute leur place dans la communauté.

Le projet concerne 150 femmes à la tête de familles agricoles pauvres de 10 communautés du district d'Hébron.

Déroulement du projet :

- 1) Répondre aux besoins en semences.
- 2) Fourniture des outils et intrants agricoles nécessaires (respectueux de l'environnement).
- 3) Renforcement de l'aptitude à stocker, utiliser et commercialiser les semences et les productions.
- 4) Fourniture d'accessoires de commercialisation (remplissage, emballage...).
- 5) Sensibilisation de la communauté locale à l'importance de sauvegarder et préserver les semences locales.

Culture : The Freedom Theater, Jenin

Le Théâtre de la Liberté se situe au cœur du camp de réfugiés de Jénine, l'un des endroits les plus isolés et les plus durement opprimés des Territoires palestiniens occupés.

Le Freedom Theatre a pour objectif d'offrir aux enfants et aux jeunes un espace de sécurité dans lequel ils peuvent grandir, créer et rêver d'un nouvel avenir pour la société, d'une autre vie sans occupation ni oppression, un lieu où une pensée critique indépendante peut se développer.

Le Théâtre de la Liberté a été ouvert en 2006 pour tous ceux qui continuent à croire que la liberté et la justice triompheront de l'occupation militaire la plus longue de l'histoire.

Depuis, le Freedom Theatre a continué à incarner cette vision dynamique de la liberté, à faire émerger une génération d'artistes créatifs et de leaders culturels, transformant ainsi la vie de ses membres et de son public dans le même élan.

Le Freedom Theater multiplie les activités : ateliers théâtre scolaires et extra scolaires, ateliers d'écriture, ateliers multimédias, école de théâtre professionnelle, production de spectacles qui tournent en Palestine (Freedom Bus...) et dans le monde entier, accueil de compagnies théâtrales, de projections de films...

« Nous ne faisons pas le théâtre pour le théâtre. Nous faisons du théâtre pour attirer l'attention sur les problèmes qui nous entourent... Vous voyez des jeunes garçons et filles découvrir que l'art joue un rôle, que le théâtre a donné une orientation à leur vie. Quand un jeune garçon ou une jeune fille vient à moi et dit : « Merci parce que la pièce parle de moi », je dis : « non, ça parle de nous ». C'est cela le rôle de l'art... » Nabil Al Raee, ancien directeur artistique du Freedom Theatre



Enfance : Ludothèque du camp de réfugiés de Khan Younis (Gaza)

Ce projet est piloté par le Groupe d'Evry Palestine et soutenu par plusieurs groupes locaux dont le groupe Ardèche-Drôme.

La ludothèque accueille des filles et garçons de 6 à 14 ans répartis en 8 groupes renouvelés tous les 4 mois. Chaque groupe compte une vingtaine d'enfants et porte le nom d'une ville de la Palestine de 48, procédé qui renvoie à la mémoire des réfugiés et qui est destiné à renforcer le sentiment d'identité nationale. De même pour la décoration des salles aux motifs inspirés des broderies palestiniennes.

Trois fois par semaine, durant deux heures, après un rituel d'accueil (chant et récitation d'un vers de Mahmoud Darwish), chaque groupe bénéficie des activités offertes par la ludothèque (jeux libres de construction et de

stratégie, jeux traditionnels, lecture, travail manuel, arts plastiques, expression corporelle et théâtrale) ainsi que du soutien psychologique nécessaire pour remédier aux troubles et au stress laissés par la guerre et la situation tragique de Gaza.

Chaque semaine, une journée « portes ouvertes » permet l'organisation d'activités thématiques ou de sorties auxquelles sont conviées les familles. Les thèmes d'activités peuvent couvrir des domaines aussi variés que le dabké, les jeux traditionnels palestiniens, la lecture, l'art, l'écologie.

Toutes ces activités sont menées par l'animatrice et la psychologue, qui font depuis 2 ans un travail remarquable auprès des enfants.

Jean-Claude et Bernard

LECTURES - Essais - Romans - Poésie - BD:

- **La décennie qui ébranla le Moyen-Orient (1914-1923).** Nadine PICAUDOU. Flammarion (Collection Champs Histoire). 2017. 272 pages. 9,00 euros.
- **Israël-Palestine, l'illusion de la séparation.** Collectif (Stéphanie LATTE ABDALLAH, Cédric PARIZOT, Irène SALENSON...). Publication de l'Université de Provence (Collection Sociétés Contemporaines), 2017. 312 pages. 20,00 euros.
- **Refuzniks. Dire non à l'armée en Israël.** Martin BARZILAI, préface d'Eyal Sivan. Editions Libertalia avec Amnesty International, 2017. 200 pages. 20,00 euros.
- **De Gaza à Jénine (3è édition). Tant que la guerre durera. Témoignage de missions chirurgicales (2002-2017).** Dominique LE NEN. Préface d'Alain Gresh, postface d'Irène Frachon. L'Harmattan (Collection Comprendre le Moyen-Orient), 2017. 222 pages. 22,50 euros.
- **Mirage gay à Tel Aviv.** Jean STERN. Editions Libertalia, 2017. 168 pages. 14,00 euros
- **Antisémitisme.** Pascal BONIFACE, préface de Michel Wieviorka. Editions Max Milo, 2018. 201 pages. 18,00 euros.
- **Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron.** Dominique VIDAL. Editions Libertalia, 2018. 128 pages. 8,00 euros.
- **Une parole juive contre le racisme.** 2ème édition revue et augmentée. UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX. Editions Syllepse (Collection Arguments et mouvements), 2018. 112 pages. 8,00 euros.
- **Palestine. Un peuple, une colonisation.** Revue MANIÈRE DE VOIR n°157, février-mars 2018. Le Monde Diplomatique. 100 pages. 8,50 euros.
- **Pourquoi un Etat juif n'est pas une bonne idée.** Ofra YESHUA-LYTH. Préface de Ilan Pappé. Editions Scribest (Collection Les Contemporains, série Mémoires Vives), 2018. 372 pages, 12 photos N/B. 17,00 euros en souscription JUSQU'AU 30 AVRIL 2018 au lieu de 22,00 euros à la parution. Souscription : <http://www.scribest.fr/article-175-souscription-nouveau-titre>
- **Derrière les fronts. Chroniques d'une psychiatre psychothérapeute palestinienne sous occupation.** Samah JABR. Editions Premiers Matins de Novembre / Hybrid Plus, 2018. 176 pages. 10,00 euros. *Après le film... le livre.*
- **La Table palestinienne. 144 recettes palestiniennes traditionnelles et modernes transmises depuis trois générations.** Un livre d'art illustré. Reem KASSIS. Editions Phaidon, 2017. 256 pages, 200 illustrations. 34,95 euros.
- **Préliminaires pour un verger futur.** Nouvelles. Trois histoires d'amour autour de la Palestine d'aujourd'hui. Karim KATTAN, écrivain palestinien. Editions Elyzad, Tunis (Collection Éclats de vie), 2017. Distribution en France : Cédif Diffusion. 132 pages. 14,90 euros.
- **Jéricho.** Poèmes. Didier BAZILE. L'Harmattan (Collection Poètes des cinq continents), 2017. 78 pages. 12,00 euros.
- **Le conflit israélo-palestinien : deux peuples condamnés à cohabiter.** BD. Vladimir GRIGORIEFF (scénario) et Abdel DE BRUXELLES (dessin). Le Lombard (Collection La petite bédéthèque des savoirs), 2017. 104 pages. 10,00 euros.
- **Baddawi. Une enfance palestinienne.** BD. Leïla ABDELRAZAQ (Scénario et dessin). Editions Steinkis (Collection Roman Graphique), 2018. 128 pages, 18,00 euros.
- **Vivre en terre occupée : un voyage en Palestine de Naplouse à Gaza.** BD. José Pablo GARCIA (Scénario et dessin). La Boîte à bulles, 2018. 88 pages. 15,00 euros.

Jean-Claude



Informations par courriel : Si vous voulez avoir des informations sur la Palestine ou connaître nos activités vous pouvez consulter le site internet de l'AFPS : www.france-palestine.org
 Pour nous joindre par mail : Ardèche : afps07@orange.fr Drôme : afps26@laposte.net

PALESTINE EN VUE

4^E FESTIVAL DU FILM PALESTINIEN EN AUVERGNE-RHONE-ALPES

DANS DE NOMBREUSES VILLES DE LA REGION, DU 03 AU 11 AVRIL 2018

En Ardèche-Drôme :

- **ANNONAY, Cinéma LES NACELLES :**

- **"La terre parle arabe"** - vendredi 06 avril, 19h, en présence de **Maryse Gargour**

- **AUBENAS, Cinéma LE NAVIRE :**

- **"Wajib. L'invitation au mariage"** - mercredi 04 Avril, 20h30

- **"La terre parle arabe"**, dimanche 08 avril, 17h ; **Buffet**, 19h ; **"A la rencontre d'un pays perdu"**, 20h30 ; les deux séances en présence de **Maryse Gargour**

- **AUBENAS, Salle LA BOBINE :**

- **"Palestine... Poésie en vue"** - Vendredi 13 avril, 19h : Repas + Soirée poésie palestinienne. Présentation et textes : Philippe Tancelin, poète et philosophe ; chant et musique (oud) : Stéphane Bachard.

- **LAMASTRE, ECRAN VILLAGE :**

- **"On récolte ce que l'on sème"** - jeudi 05 avril, en présence de **d'Alaa Askar**

- **SAINT-DONAT SUR L'HERBASSE, ESPACE DES COLLINES :**

- **"Un long été brûlant en Palestine"** - mercredi 18 avril, 20 h, en présence de Norma Marcos.

- **VALENCE, Cinéma LE NAVIRE :**

- **"Derrière les fronts"** -

- **DERRIERE LES FRONTS** d'ALEXANDRA DOLS. Documentaire, 116 mn, 2016.

Un film sur les conséquences invisibles de la colonisation : l'occupation intime, celle de l'espace mental. Espace où l'équilibre, l'estime de soi, le moral et l'âme deviennent des lieux et des enjeux de lutte, de résilience et de résistance. La colonisation au quotidien n'est pas seulement celle des terres, du ciel, des logements et de l'eau, elle ne cherche pas simplement à s'imposer par les armes, mais travaille aussi les esprits, derrière les fronts. ..

- **WAJIB, L'INVITATION AU MARIAGE** d'Annemarie JACIR. Fiction, 96 mn, 2017.

Abu Shadi, 65 ans, divorcé, professeur à Nazareth prépare le mariage de sa fille. Son fils architecte à Rome depuis des années, rentre quelques jours l'aider à distribuer les invitations au mariage, de la main à la main, comme le veut la coutume palestinienne. Tandis qu'ils enchaînent les visites chez les amis et les proches, les tensions entre le père et le fils remontent à la surface et mettent à l'épreuve leurs regards divergents sur la vie.

- **UN LONG ÉTÉ BRULANT EN PALESTINE** de Norma MARCOS. Documentaire, 74 mn, 2018.

« Mon film raconte la guerre de l'été 2014 à Gaza, vue depuis la Cisjordanie. Je tournais un film sur ma nièce Yara, sur les femmes et la vie quotidienne en Palestine. "J'ai 16 ans et j'ai déjà « vécu trois guerres », dit Farah, une jeune fille palestinienne dans un tweet après le bombardement de sa maison à Gaza. Affligée par son tweet, je savais que mon film allait prendre une autre direction. J'ai pris alors ma caméra et ai commencé à rencontrer des Palestiniens ».

- **LA TERRE PARLE ARABE** de Maryse Gargour. Documentaire, 62 mn, 2007.

À la fin du 19^e siècle, le Sionisme, un mouvement politique minoritaire, apparaît sur la scène internationale. Il reprend à son compte l'idée de créer un état juif quelque part dans le monde, de préférence en Palestine. Or, à cette époque et depuis des millénaires, « cette terre parle arabe », la Palestine est habitée par les Palestiniens. Comment les leaders sionistes vont-ils concilier leurs ambitions politiques avec la réalité palestinienne de la fin du 19^e siècle ?

- **A LA RENCONTRE D'UN PAYS PERDU** de Maryse Gargour. Documentaire, 62 mn, 2013.

La Palestine existait bien avant la création de l'État israélien. Jaffa est l'un des ports les plus connus du Moyen-Orient et la ville, l'une des plus anciennes cités du monde. Patrice Boureau, chirurgien français, y fut le directeur en chef de l'hôpital français Saint-Louis de 1930 à 1952. La réalisatrice Maryse Gargour a retrouvé ses filles, elle relie leurs souvenirs et témoignages à ceux d'autres familles de Jaffa. Le film se déplace entre Jaffa, Bethléem et Jérusalem, invitant comme à une promenade dans la Palestine de l'époque.

- **ON RECOLTE CE QUE L'ON SEME** de Alaa Askar. Documentaire, 70 mn, 2017

Un réalisateur palestinien vivant en France allait commencer un documentaire sur la mémoire palestinienne en Israël. Pendant les repérages en Galilée où vit sa famille, cette dernière a manifesté son inquiétude à l'idée de faire ce film. Le réalisateur décide alors d'inclure sa famille dans le scénario et finit par nous livrer un récit intime sur l'évolution de son identité, depuis son enfance au sein de sa famille protectrice, jusqu'à l'âge adulte à travers ses voyages.

Jean-Claude



Dans le cadre de la campagne 2018 – Justice pour la Palestine, de nombreux événements nationaux ou locaux sont organisés cette année pour montrer que les Palestiniens ne sont pas tombés dans l'oubli.

- Le 21 février, nous avons accueilli, à Valence, 2 jeunes d'Hébron dans le cadre d'une tournée en France pour demander l'ouverture de la rue Shuhada aux Palestiniens (voir en page 8),
- Le 1^{er} mars, à Paris lancement national de la campagne AFPS « 2018 – Justice pour la Palestine »,
- Le 10 mars, à Valence, conférence de Bernard Ravenel, « La résistance en Palestine : des armes à la non violence »,
- Le 13 mars, à Paris, lancement national de l'opération « Le temps de la Palestine » qui vise à honorer, en 2018, la Palestine en France : sa culture, son histoire, ses artistes, son patrimoine, son combat pour la libération, le droit et la reconnaissance en tant que nation souveraine et indépendante. Au programme, tout au long de l'année, des manifestations culturelles (spectacles, projections, expositions...), mais aussi des rencontres, des cycles de conférences, des débats, ainsi que des créations d'artistes français et internationaux inspirés par les réalités palestiniennes,
- Le 13 mars à Romans, rencontre avec une Israélienne de l'ONG De-Colonizer sur la Nakba et les villages détruits en 1948,
- Le 15 mai à Paris, rassemblement national avec un concert,
- En juin, événement national pour Jérusalem,
- Les 10 et 11 novembre, à Mours, week-end de solidarité.

Bernard

BULLETIN D'ADHESION / DONNS 2017.

Bulletin, à remplir et envoyer avec votre règlement à

AFPS Ardèche – Drôme

Ancienne école Jean Jaurès - Rue Pierre Curie - 26100 - Romans-sur-Isère

Nom : Prénom : Année de naissance :
 Adresse :
 Code Postal : Commune :
 Tel : Courriel :

Je souhaite :

- Adhérer à l'AFPS. Je cotise dans la tranche n° soit €. L'adhésion comprend le bulletin Ardèche-Drôme, la revue nationale "Palestine Solidarité".
 - Faire un don de € pour le jardin d'enfants du Camp de réfugiés de Borj el Shemali (NAJDEH, Liban).
 - Faire un don de € pour financer le Centre de la Paix à Gaza.
 - Faire un don de € pour l'aide d'urgence : « S.O.S Palestine ».
 - Faire un don de € à affecter en fonction des priorités.
 - Avoir des renseignements sur les parrainages d'enfants Palestiniens.
- Un reçu pour déduction fiscale vous sera adressé au début de l'année 2018.

Tranche n°	Revenus mensuels adhérent	Cotisation annuelle
1	Inférieurs à 500 € / mois	10 €
2	De 500 à 1 000 € / mois	25 €
3	De 1 000 à 1 500 € / mois	40 €
4	De 1 500 à 2 000 € / mois	55 €
5	De 2 000 à 2 500 € / mois	70 €
6	De 2 500 à 3 000 € / mois	85 €
7	De 3 000 à 3 500 € / mois	100 €
8	Supérieurs à 3 500 € / mois	120 €

Je verse la somme totale de €

Date et Signature :

TEMOIGNAGES DE SHERINE ET MOURAD

A l'invitation de l'AFPS et du CCFD –Terre Solidaire, 2 jeunes de l'association « Youth Against Settlements » à Hébron sont venus témoigner dans le cadre de l'opération « Ouvrir la rue Shuhada ».

Mourad nous a expliqué comment il est devenu adepte de la non-violence. Son engagement remonte à la deuxième intifada, quand il a assisté à la mort d'un des ses cousins, le crâne éclaté par un tir des forces d'occupation israéliennes. Les 2 jeunes, cartes à l'appui, nous ont présenté le début de la colonisation de la Palestine avec la « Nakba » en 1948, puis les différentes guerres israéliennes pour aboutir à la colonisation presque totale du territoire palestinien et à la politique d'apartheid pratiqué par Israël sur la population palestinienne.

La ville d'Hébron, plusieurs fois millénaire, peuplée de plus de 200 000 habitants, est la plus importante ville de Cisjordanie. Dans cette ville les colons israéliens se sont installés aux alentours, mais surtout dans le cœur de la ville transformant son centre en une zone fantôme.

Deux événements majeurs ont marqué la vie des habitants d'Hébron :

– En 1994, un extrémiste juif a perpétré un massacre de 29 fidèles musulmans en prière dans la Mosquée el-Abrahimi. Israël a alors vidé le quartier, dont la rue Shuhada, en expulsant 1 500 habitants et fermant 1 800 magasins. Ils ont aussi divisé la Mosquée pour permettre aux colons d'y faire leur synagogue.

– En 1997, le « Protocole d'Hébron » a partagé la ville en 2 secteurs : H1 à l'ouest (175 000 Palestiniens, 80% de la ville) ; H2 à l'est comprenant la vieille ville et les lieux saints (35 000 Palestiniens et 850 colons dans 7 enclaves protégées par près de 2 000 soldats).

Les colonies extérieures sont peuplées de 8 000 colons résidant principalement dans la colonie de Kiryat Arba.

Sur 1 km², il y a 20 « check points ». Dans H2, plus de 100 soldats sont perchés en permanence sur les toits.

Sherine, habite la zone H1 d'Hébron alors que Mourad est dans la zone H2. Elle raconte que son père, commerçant de la rue Shuhada, interdit de se rendre dans son magasin depuis plus de 20 ans, reste muré dans sa tristesse et son mutisme.

Une courte vidéo, intitulée « Check point 56 » nous a montré un aperçu de la vie extrêmement dure de la population palestinienne à cause de l'occupation israélienne. Pour les militaires israéliens qui contrôlent ces zones, les Palestiniens sont de simples numéros. Nous voyons dans ce film l'émouvant témoignage d'un vieillard, parti rendre visite à son fils, obligé de rebrousser chemin car des soldats lui interdisent de rentrer chez lui.

Un Palestinien n'habitant pas la zone H2 n'a pas le droit d'y entrer. Ainsi aucune visite de la famille ni des amis et pas même d'ambulance en cas de besoin, n'est permise. Mourad nous a raconté comment un homme est mort pour n'avoir pas eu le droit de passer par le portillon d'un check point et se rendre à l'hôpital, extérieur à H2.

A la fin nos 2 témoins nous ont rendu compte des activités de leur association et des actions accomplies : jardin d'enfants, cinéma en cours de création, réoccupation de maisons et de bâtiments inoccupés, réaffectation des noms d'origine des rues,

Pour en savoir plus, on peut visiter les sites :

« <http://www.yashebron.org/> » et

« <https://www.hebronapartheid.org/> ».

Hedi

Enquête Bulletin Palestine Solidarité Ardèche Drôme

Vous recevez ce bulletin semestriel parce que vous êtes adhérent ou donateur du Groupe local AFPS Ardèche-Drôme ou parce que vous avez donné vos coordonnées lors d'une action de sensibilisation que nous organisons régulièrement sur le territoire.

Afin de mettre à jour notre fichier d'envoi de ce bulletin, nous vous prions de bien vouloir répondre à la courte enquête ci-dessous :

- Nom – Prénom :
- Adresse postale :
- Je souhaite ne plus recevoir ce bulletin ; enlevez-moi du fichier
- Je souhaite le recevoir par internet ; dans ce cas, indiquez votre adresse de courriel
..... @

Répondre :

- par courrier à l'adresse suivante : AFPS 07/26 – Ancienne école Jean Jaurès – Rue Pierre Curie – 26100 – Romans sur Isère
- ou par internet à l'adresse afps26@laposte.net

Merci d'avance.